

*La politique monétaire* influe directement sur la position concurrentielle du Canada, bien que de façon différente selon les secteurs de l'économie et les relations de concurrence qui s'établissent avec divers partenaires commerciaux. La grande orientation de l'actuelle politique monétaire du Canada consiste à juguler l'inflation. Bien que la poursuite de cette politique puisse entraîner des dislocations à court terme, son effet à long terme devrait améliorer la position concurrentielle du Canada sur les marchés internationaux. C'est en favorisant un retour à la stabilité globale des prix que la politique monétaire a le plus de chance de soutenir, de façon acceptable, la performance commerciale du Canada. Un taux d'inflation au Canada sensiblement plus élevé que celui observé chez nos principaux partenaires commerciaux, dont les États-Unis, entraînera graduellement une détérioration de notre position concurrentielle et des termes de l'échange, surtout en ce qui concerne les produits entièrement manufacturés.

Un dollar canadien flottant contribue grandement à l'ajustement de notre balance des paiements internationaux au fur et mesure qu'évolue la conjoncture économique. Le niveau général du dollar reflète certaines forces économiques fondamentales: la position relative du Canada en matière d'épargne et d'investissement, les événements qui surviennent ici et à l'étranger en matière de prix, de coûts et de taux d'intérêt, ainsi que la structure internationale de l'offre et de la demande de produits importants pour notre commerce extérieur.

Notre *politique des changes* a consisté à permettre au taux de change de réagir à l'évolution de ces forces fondamentales, et il n'y a eu aucun effort pour atteindre ou maintenir une valeur extérieure particulière pour le dollar canadien. Les interventions des autorités monétaires sur le marché des changes étrangers se sont confinées à la promotion de conditions commerciales ordonnées. Bien qu'elle se soit concentrée sur la conjoncture du marché des changes étrangers, notre politique monétaire a évolué pour s'adapter aux pressions financières à court terme originant de l'étranger, n'est pas allée à contre-courant des pressions fondamentales s'exerçant sur la balance des paiements, et a appuyé les efforts du gouvernement pour réduire l'inflation. Tout semble indiquer qu'un taux de change imposé, soit par une intervention directe ou indirectement par l'utilisation de la politique monétaire plutôt que par l'évolution de la balance des paiements, n'est susceptible d'influencer en permanence ni les mouvements commerciaux ni la réalisation des objectifs de politique commerciale.

Des *taux d'intérêt* réels élevés constituent un important obstacle aux nouveaux investissements nécessaires pour soutenir la concurrence à long terme. Le faible rythme de l'activité économique mondiale observé lors des trois dernières années était dans une certaine mesure attribuable au niveau des taux d'intérêt, et le ralentissement économique qui en a résulté a imposé des tensions au système commercial international et nourri les pressions protectionnistes. Les taux d'intérêt élevés sont partiellement le résultat des politiques monétaires rigides actuellement pratiquées par la plupart des pays industrialisés. Les attentes inflationnistes et les importants déficits budgétaires sont d'autres grandes causes du malaise. Le Canada continue généralement d'appuyer les politiques macro-économiques rigides suivies par la plupart des pays, tout en reconnaissant que le faible rythme d'activité économique engendré, à long terme, par de telles politiques, mène à des pressions accrues sur le